



Le dimanche 3 août 2014

Comité des Musulmans de France pour la Défense des Achrafiens voit le jour

Le 26 juillet 2014- Le « Comité des musulmans de France pour la défense des droits des Achrafiens » a vu sa première apparition publique, bien qu'il agisse, selon son président le Cheikh Khalil Merroun, recteur de la grande mosquée d'Evry, depuis 10 ans pour défendre les droits des opposants iraniens en Irak. Selon lui, les musulmans français d'origines différents « se constituent en Comité afin de défendre une noble cause qu'ils partagent depuis plus d'une décennie avec leurs frères et sœurs iraniens mobilisés pour l'établissement d'une démocratie et des droits humains en Iran et la protection de près de 3000 réfugiés au camp Liberty en Irak (précédemment basé au camp Achraf) et aujourd'hui exposé à divers dangers menaçant leurs vies et leur intégrité.»



« Nous considérons que les valeurs authentiques de l'Islam fondé sur la fraternité, l'humanisme, la justice, l'égalité nous amènent à soutenir des musulmans persécutés dans leur pays à cause de leur conviction et contraints à l'exile, particulièrement lorsqu'ils ont été victimes d'exactions sous la couverture d'un abus de l'Islam, » a-t-il poursuivi, dans son discours de bienvenue aux participants à l'iftar (repas de rupture du jeûne) tenu à la Pleine St Denis au nord de Paris en présence des personnalités venues de différents pays du monde.

Tout en condamnant « la politique affichée du gouvernement irakien de « rendre la vie insupportable » pour ces habitants qui va à l'encontre des valeurs de l'Islam », les fondateurs ont appelé l'ONU et les Etats-Unis à « assumer leurs responsabilités dans la protection de ces réfugiés iraniens et obliger le gouvernement irakien de respecter ses engagements internationaux à leur égard et de ne pas entraver les mesures de protection nécessaires. »

« Nous appelons à l'ouverture d'une enquête indépendante, impartiale et transparente des Nations Unies sur le massacre du 1er septembre 2013 de 52 résidents du camp Achraf et la prise en otage de 7 d'entre eux, dont 6 femmes. Nous demandons le transfert urgent de tous les habitants camps Liberty vers les Etats-Unis, l'Europe et des pays Musulmans qui font la demande de les recevoir, en attendant, il est nécessaire que les observateurs de l'ONU s'installent dans ce camp en présence d'une équipe des forces des casques bleus de l'ONU pour qu'il n'y est plus de massacre, » a conclu l'orateur.

Des juristes arabes demandent une meilleure sécurité au camp Liberty

Le 28 juillet 2014- Plus de 13.000 avocats, juristes et juges arabes ont demandé une meilleure sécurité pour les résidents du camp Liberty et une enquête complète sur le massacre du 1er septembre 2013 au camp d'Achraf.

La déclaration commune publiée par « l'Assemblée des juristes indépendants pour la défense des droits de l'Homme en Irak » appelle également l'ONU à déployer des troupes dans le camp Liberty afin d'offrir une protection quotidienne pour les résidents iraniens de ce camp.

Voici quelques extraits de la déclaration des juristes arabes :



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



« En 2013, le camp Liberty a été attaqué quatre fois par des roquettes lancées par les éléments du régime iranien. Lors de ces attaques, quatorze résidents sont tombés martyrs et plusieurs dizaines de résidents ont été gravement blessés ou mutilés. Ainsi, fournir des sécurités minimales pour les résidents de ce camp est une question juridique et humanitaire très essentielle. »

« Selon les documents, les résidents de ce camp sont des personnes protégées en vertu de la Quatrième Convention de Genève et sont des réfugiés sous la protection du droit international. »

« Tout blocus contre eux, en particulier un blocus médical, et leur harcèlement collectif constitue des cas de crimes contre l'humanité. Durant les cinq dernières années, en raison de ce blocus médical et d'empêchement d'accès aux centres médicaux, vingt personnes malades parmi ces résidents de ce camp ont perdu la vie. »

« La poursuite de cette attitude oppressive et insultante contre ces réfugiés constitue une violation des conventions internationales et des droits des réfugiés et doit donc cesser immédiatement. »

« L'ONU et les Etats-Unis avaient l'obligation juridique et morale de protéger le camp Liberty, en particulier après le massacre de 52 résidents du camp d'Achraf en septembre dernier. »

Les juristes signataires de cette déclaration demandent le retour des T-walls (murs de protection), la levée du blocus, l'accès des avocats à ce camp, ainsi qu'une « enquête transparente et indépendante sur le massacre au camp d'Achraf et la publication des résultats de cette enquête ».

Nouvelle unité militaire iranienne en Irak

Le 2 août 2014 – Une unité militaire iranienne lourdement armée a atterri à l'aéroport international de Soleimaniyeh cette semaine en Irak, pour se déployer à Kirkouk, a confié une source de sécurité irakienne kurde au quotidien arabophone Asharq Al-Awsat.

Un responsable de la sécurité kurde a précisé au quotidien que 200 gardiens de la révolution du régime iranien (pasdaran) avaient été autorisés à pénétrer dans la province de Kirkouk par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Le journal n'a pas identifié la source qui a requis l'anonymat parce qu'elle n'était pas autorisée à parler aux médias. Selon elle, l'UPK a facilité le transport de la force du régime iranien jusqu'à Kirkouk.

La source a déclaré : « Ces soldats d'élites [iraniens] formés à la guérilla et équipés d'armes sophistiquées sont venus [en Irak] pour lutter contre l'Etat islamique (EI), protéger les sanctuaires chiites et lever le siège imposé par l'EI sur les chiites et les communautés turkmènes. »

Des médias locaux et internationaux ont déjà publié sur la présence de forces affiliées aux pasdaran en Irak.

De nombreux pasdaran tués en Irak ont été enterrés en Iran. Le colonel Shoja'at Alamdari Mourjani, pilote des gardiens de la révolution, a été abattu le mois dernier. Des informations de l'Institut international des études stratégiques basé à Londres affirment que des chasseurs iraniens Su-25 survolent l'Irak pour fournir un appui aérien dans la lutte contre les militants sunnites.